

Rapport d'orientations budgétaires 2024

CADRE JURIDIQUE

- Rappel des dispositions juridiques encadrant le ROB
- Contenu du ROB

Rappel des dispositions juridiques encadrant le ROB

8 262 habitants
au 1^{er} janvier 2021
(source : INSEE)

- Le Rapport d'orientations budgétaires (ROB) constitue une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des communes de 3 500 habitants et plus.
- Le ROB est présenté en conseil municipal dans un délai de dix semaines avant l'examen du budget.

Que contient le ROB ?

Pour les communes de 3 500 habitants et plus, le ROB doit comprendre, a minima :

- Les orientations budgétaires :
 - évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes ;
 - les hypothèses d'évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions, de relations financières avec l'intercommunalité.
- Les engagements pluriannuels envisagés des investissements.
- La structure de la dette, les perspectives pour le projet de budget.

CONTEXTE ECONOMIQUE

- En 2023, léger recul de l'inflation ;
- Les prix de l'énergie augmentent moins vite, même s'ils connaissent encore des soubresauts liés à la hausse des tarifs réglementés de vente de l'électricité en août 2023 et aux tensions géopolitiques.

En 2023 un ralentissement de la croissance et une inflation persistante

Ralentissement de la croissance :

- Le PIB augmente + 0,8% en 2023, contre + 2,5% en 2022 évitant la récession.

La croissance	2021	2022	2023
(source Banque de France déc.2023)			
PIB réel	6,80%	2,50%	0,80%

Inflation ralentie mais demeurant élevée :

- Inflation annuelle à + 5,7 % sur l'année 2023.

L'inflation	2020	2021	2022	2023
(source Banque de France déc.2023)				
IPCH	0,50%	2,10%	5,90%	5,70%

En 2024 une prévision de croissance incertaine

Une croissance annoncée stable mais faible :

- PIB attendu à + 0,9 % en 2024.

La reprise en 2025 / 2026 :

- L'activité resterait ralentie en 2024, avant de se raffermir en 2025 et 2026 ;
- Le moteur principal serait la consommation des ménages et dans une moindre mesure l'investissement des entreprises.

Croissance estimée	2022	2023	2024
(source Banque de France déc.2023)			
PIB réel	2,50%	0,80%	0,90%

Des taux d'intérêt durablement élevés dans un contexte d'inflation persistante ?

Les taux longs en légère baisse début 2024 :

- Après plusieurs années de taux exceptionnellement bas, les banques centrales avaient tenté d'amorcer une normalisation de leurs politiques monétaires, stoppée net par la crise de la Covid-19.
- La persistance dans le temps et l'accélération de la poussée inflationniste les ont finalement conduites à procéder à un virage majeur en matière de politique monétaire.

Il est donc également probable que la BCE ne laisse pas les taux européens grimper à des niveaux trop élevés qui menaceraient la stabilité financière des états.

LOI DE FINANCES 2024

- Soutien à l'investissement local en croissance
- Les autres évolutions

Soutien à l'investissement local

- La DGF est abondée en 2024 à hauteur de 220 millions d'euros (27,145 Md€).
- 2 milliards d'euros pour la DSIL / DETR / DSID / FNADT.
- 2,5 milliards d'euros pour le fonds vert (+500 M€ par rapport à l'année dernière),
- 7 milliards d'euros pour le FCTVA (les dépenses d'aménagement de terrains seront éligibles)
- Renforcement de l'objectif chiffré de verdissement des dotations de soutien à l'investissement local :
 - De 25 % à 30 % pour la DSIL ;
 - A 20 % pour la DETR ;
 - Par ailleurs, les préfets doivent tenir compte du caractère écologique des projets portés par les collectivités pour fixer leurs taux de subventionnement.

Autres évolutions

- Suppression progressive de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) se poursuit.
- Instauration d'une nouvelle exonération de la taxe foncière de 25 ans pour les logements sociaux, lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovation énergétique, difficile à évaluer à ce jour.
- Modalités de répartition de la dotation pour les titres sécurisés, avec une enveloppe qui passe de 52,4 millions d'euros en 2023 à 100 millions d'euros en 2024.
- FCTVA étendu au périmètre des aménagements de terrain.

SITUATION BUDGÉTAIRE DE LA VILLE À FIN 2023

- Les indicateurs de santé financière ;
- L'encours de la dette aux 31/12/N ;
- Les indicateurs de solvabilité financière ;
- La fiscalité.

Les indicateurs de santé financière de prévisions

- Le contexte socio-économique difficile à maîtriser – Présentation sur 10 ans.

RATIOS D'EPARGNE et PROJECTIONS	2014	2015	Réalisé 2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	BP 2023	Prévision réalisé 2023 / BP 2023	Prévision BP 2024 / BP 2023	Commentaires prévisions du réalisé 2023 et BP 2024
Recettes courantes de fonctionnement	5 901 807 €	6 480 242 €	6 188 774 €	6 505 038 €	6 818 883 €	7 058 227 €	7 181 236 €	7 373 018 €	8 293 733 €	8 888 733 €			- DMT0 en forte baisse. - Des recettes stables. - Des bases locatives des taxes foncières 2024 augmentées de +3,9% par l'Etat.
dont atténuations de charges	93 573 €	108 474 €	78 843 €	63 056 €	34 485 €	2 589 €	6 772 €	1 345 €	66 459 €	63 315 €			
dont produits des services	324 433 €	342 956 €	304 141 €	296 522 €	304 017 €	300 564 €	349 499 €	548 506 €	614 562 €	816 768 €	➔	➔	
dont impôts et taxes	4 127 306 €	4 759 625 €	4 719 193 €	5 004 775 €	5 282 435 €	5 524 567 €	5 546 784 €	5 558 623 €	6 329 263 €	6 469 351 €			
dont dotations et participations	1 309 991 €	1 210 462 €	1 036 799 €	991 218 €	1 022 440 €	1 054 146 €	1 162 356 €	1 136 620 €	1 108 464 €	1 368 811 €			
dont produits de gestion courante	46 504 €	58 725 €	49 798 €	149 467 €	175 506 €	176 361 €	115 825 €	127 924 €	174 986 €	170 488 €			
Dépenses courantes de fonctionnement	5 324 023 €	5 534 341 €	5 479 257 €	5 686 005 €	5 719 990 €	5 807 724 €	5 945 481 €	6 193 717 €	7 045 267 €	7 483 041 €			Une inflation persistante. Des dépenses RH en augmentation du fait des évolutions statutaires. Une prime pouvoir d'achat proposée en 2024.
dont charges à caractère général	1 551 254 €	1 490 813 €	1 373 090 €	1 417 171 €	1 495 785 €	1 569 007 €	1 493 410 €	1 799 078 €	2 120 510 €	2 288 199 €	➔	➔	
dont charges de personnel	3 156 722 €	3 187 932 €	3 241 266 €	3 363 808 €	3 323 571 €	3 500 390 €	3 704 980 €	3 939 827 €	4 481 612 €	4 713 712 €			
dont atténuations de produits	39 174 €	39 386 €	39 778 €	46 002 €	44 215 €	26 055 €	30 042 €	35 659 €	35 659 €	39 000 €			
dont autres charges de gestion courante (c/65)	576 873 €	816 210 €	825 123 €	859 024 €	856 419 €	712 272 €	717 049 €	419 153 €	407 486 €	442 130 €			
Épargne de gestion	577 784 €	945 901 €	709 517 €	819 033 €	1 098 893 €	1 250 503 €	1 235 755 €	1 179 301 €	1 248 466 €	1 405 692 €			
Produits financiers	38 €	28 €	28 €	54 871 €	108 311 €	54 633 €	53 562 €	53 580 €	53 583 €	53 562 €			
Charges financières	305 590 €	335 380 €	283 387 €	205 169 €	266 907 €	146 064 €	129 124 €	115 290 €	108 779 €	113 978 €	➔	➔	Le calendrier de réalisation des investissements pèsera sur le déblocage des emprunts d'équilibre.
Produits exceptionnels	2 145 €	2 280 €	41 498 €	7 953 €	13 577 €	3 093 €	31 463 €	70 938 €	13 248 €	1 500 €			
Charges exceptionnelles	15 475 €	7 957 €	5 560 €	3 879 €	55 988 €	36 315 €	145 939 €	5 198 €	10 920 €	9 900 €			
Épargne brute	258 902 €	604 872 €	462 096 €	672 809 €	897 886 €	1 125 850 €	1 045 717 €	1 183 331 €	1 195 599 €	1 336 876 €			
Capital des prêts	602 368 €	555 382 €	577 421 €	776 990 €	778 574 €	762 441 €	703 721 €	729 417 €	812 871 €	820 000 €			
Épargne nette	- 343 466 €	49 490 €	- 115 325 €	- 104 181 €	119 312 €	363 409 €	341 996 €	453 914 €	382 728 €	516 876 €	➔	➔	Atterrissage 2023 devrait s'améliorer par rapport au BP 2023 du fait de l'impact en année pleine des investissements de rénovation énergétique. 2024 : une épargne nette en baisse du fait du niveau de l'inflation supérieur aux augmentations de recettes.

Les indicateurs de santé financière de prévisions

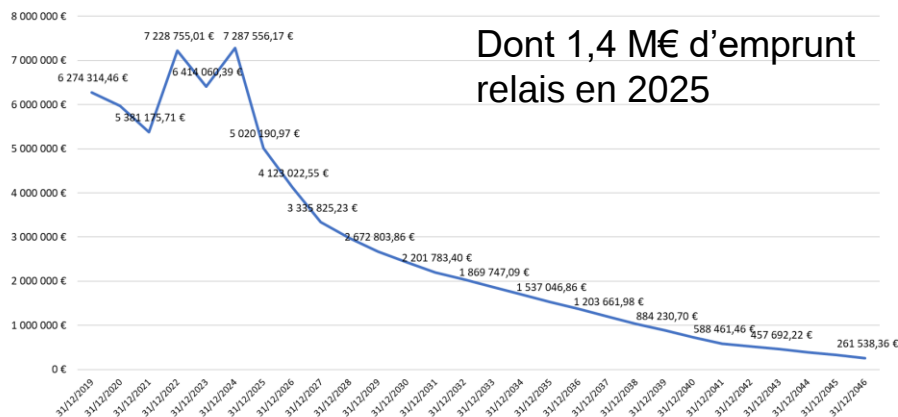
Focus 2023/2024

RATIOS D'EPARGNE et PROJECTIONS	BP 2023	Prévision réalisé 2023 / BP 2023	Prévision BP 2024 / BP 2023	Commentaires prévisions du réalisé 2023 et BP 2024
Recettes courantes de fonctionnement	8 888 733 €			
dont atténuations de charges	63 315 €			
dont produits des services	816 768 €	→	→	- DMTO en forte baisse.
dont impôts et taxes	6 469 351 €			- Des recettes stables.
dont dotations et participations	1 368 811 €			- Des bases locatives des taxes foncières 2024 augmentées de +3,9% par l'Etat.
dont produits de gestion courante	170 488 €			
Dépenses courantes de fonctionnement	7 483 041 €			
dont charges à caractère général	2 288 199 €			
dont charges de personnel	4 713 712 €	↘	↗	Une inflation persistante.
dont atténuations de produits	39 000 €			Des dépenses RH en augmentation du fait des évolutions statutaires.
dont autres charges de gestion courante (c/65)	442 130 €			Une prime pouvoir d'achat proposée en 2024.
Épargne de gestion	1 405 692 €			
Produits financiers	53 562 €			
Charges financières	113 978 €	→	↘	Le calendrier de réalisation des investissements pèsera sur le déblocage des emprunts d'équilibre.
Produits exceptionnels	1 500 €			
Charges exceptionnelles	9 900 €			
Épargne brute	1 336 876 €			
Capital des prêts	820 000 €			
Épargne nette	516 876 €	↗	↘	Atterrissage 2023 devrait s'améliorer par rapport au BP 2023 du fait de l'impact en année pleine des investissements de rénovation énergétique. 2024 : une épargne nette en baisse du fait du niveau de l'inflation supérieur aux augmentations de recettes.

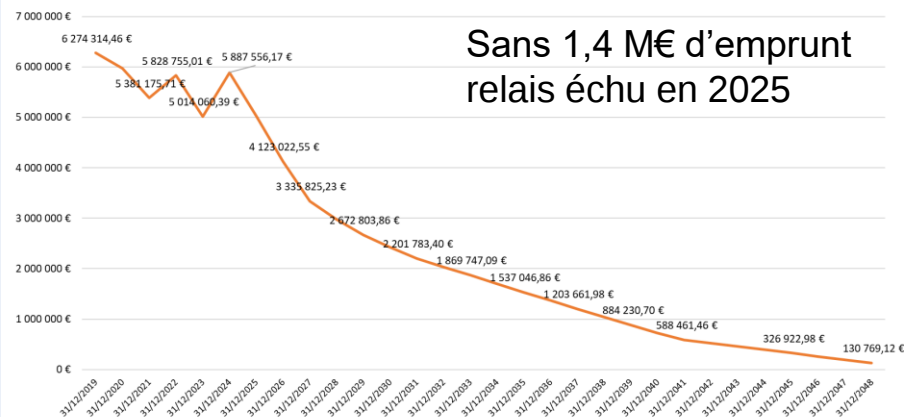
Un encours de dette tourné vers la rénovation énergétique des bâtiments publics énergivores

- Capital restant dû au 31/12/N

Dette - Capital restant dû au 31/12/N - Charnay-lès-Mâcon



Dette - Capital restant dû au 31/12/N - Charnay-lès-Mâcon



Ratios de solvabilité

Capacité de désendettement	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL VOTE 2023
Encours de dette au 31/12 (a)	6 986 203 €	6 780 821 €	7 965 416 €	7 638 425 €	6 883 852 €	6 274 314 €	5 970 593 €	5 381 176 €	7 228 755 €	6 414 060 €
Epargne brute (b)	258 901 €	604 872 €	462 096 €	672 808 €	897 884 €	1 125 850 €	1 045 719 €	1 183 331 €	1 195 599 €	1 293 210 €
Capacité de désendettement en années (a)/(b)	27,0	11,2	17,2	11,4	7,7	5,6	5,7	4,5	6,0	5,0

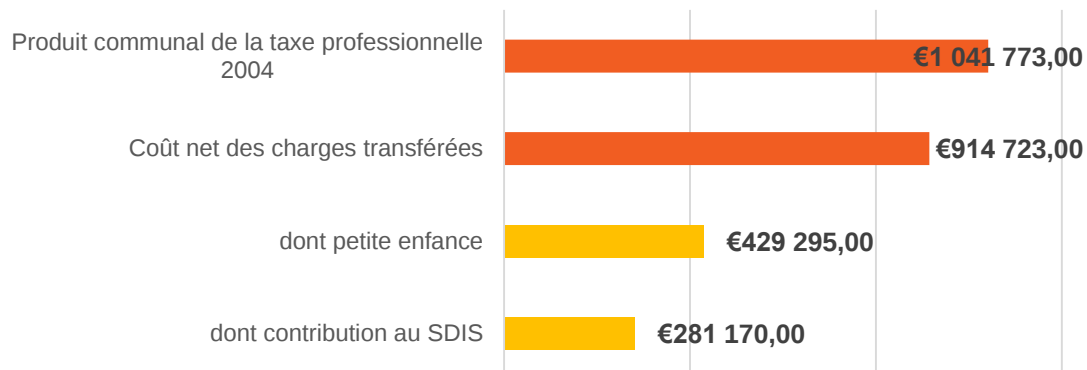
Taux d'endettement	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL VOTE 2023
Encours de dette (a)	6 986 203 €	6 780 821 €	7 965 416 €	7 638 425 €	6 883 852 €	6 274 314 €	5 970 593 €	5 381 176 €	7 228 755 €	6 414 060 €
Recettes courantes de fonctionnement (b)	5 901 807 €	6 480 242 €	6 188 774 €	6 505 038 €	6 818 883 €	7 058 227 €	7 181 236 €	7 373 018 €	8 293 733 €	8 888 733 €
Taux d'endettement (a)/(b)	118%	105%	129%	117%	101%	89%	83%	73%	87%	72%

Fiscalité

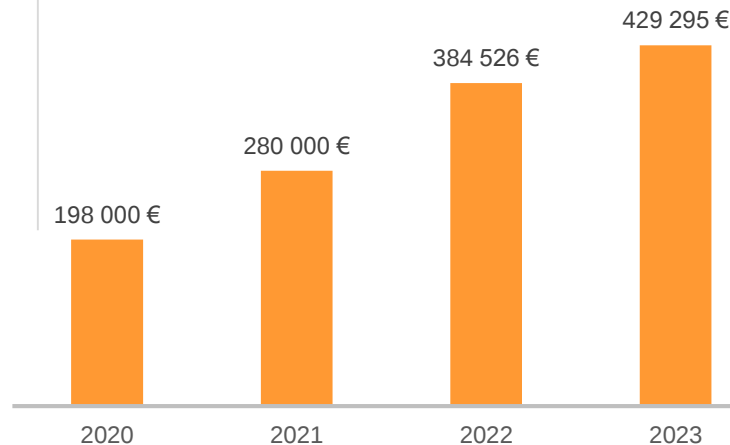
- L'indice des prix à la consommation harmonisé de novembre 2023, appliqué en 2024 produit une augmentation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales de + 3,9 % décidé par l'État.
- Ce taux s'applique aussi à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM).
- Pour rappel la commune de Charnay n'a pas augmenté ses taux en 2023.

Compensation de la TP versée par la MBA

Attributions de compensation prévisionnelles 2024

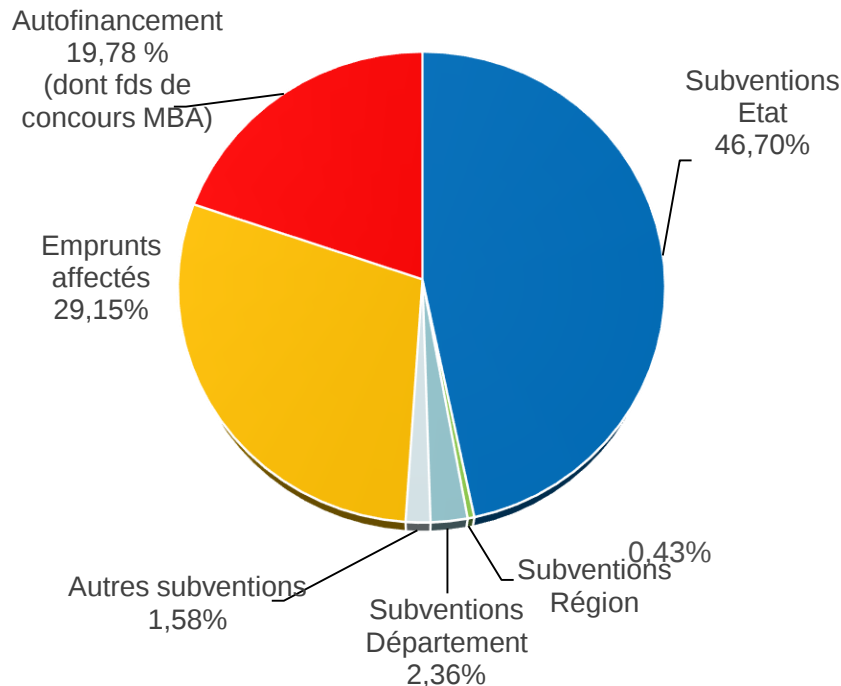


Evolution de la contribution à la petite enfance



Des cofinancements décisifs

Financement des projets 2020-2023

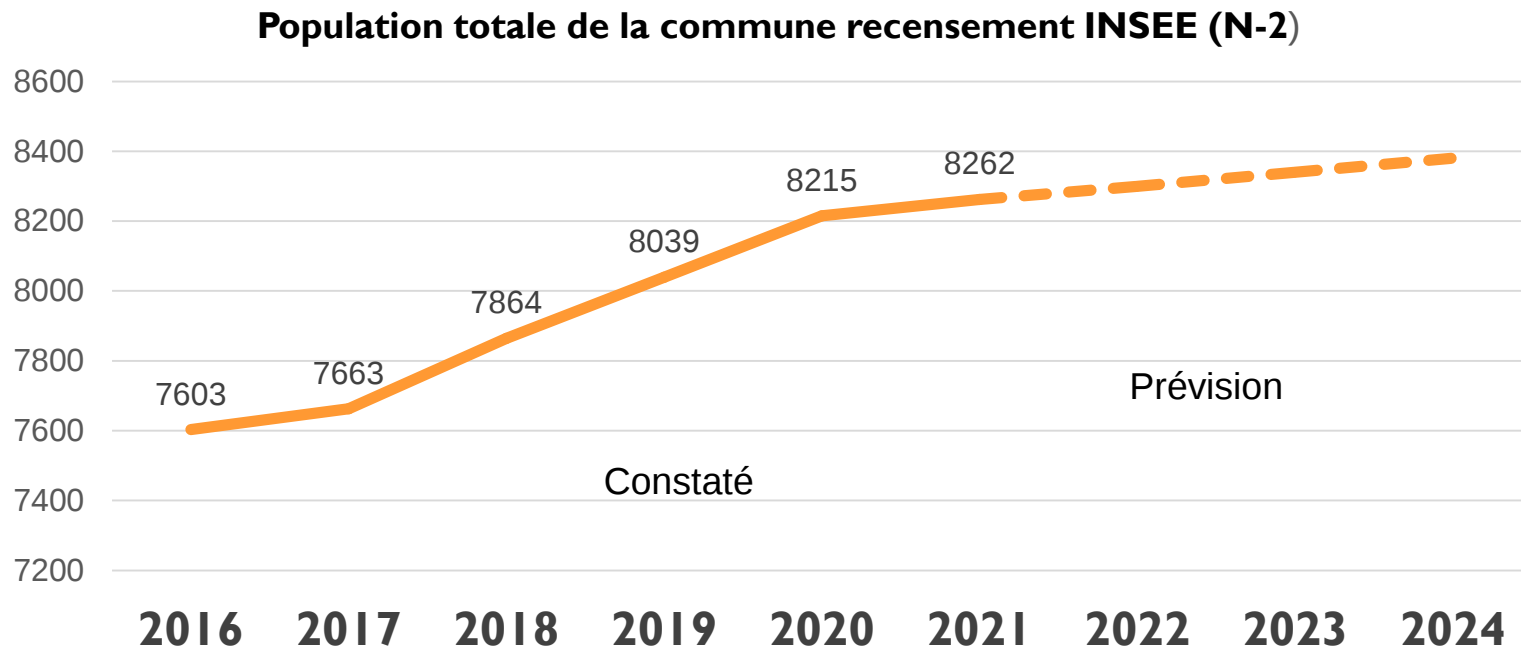


- Depuis 2020 globalement, les projets d'investissement se sont réalisés grâce à 51 % de cofinancements.

LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES GLOBALES POUR 2024

- Les orientations générales ;
- Les orientations en dépenses de fonctionnement ;
- Les orientations en recettes de fonctionnement ;
- Les investissements ciblés en 2024.

Hausse de population et nécessité de conserver une qualité du service public



Les orientations générales : investir pour préparer l'avenir

De manière générale, le projet de budget 2024 sera marqué par le **maintien du niveau d'investissement** dans l'objectif, à la fois :

- De poursuivre des efforts d'investissements indispensables à l'entretien régulier du patrimoine (bâtiments, voiries) en priorisant la transition écologique et énergétique de la commune.
- D'améliorer la qualité du service public en s'adaptant à la population en augmentation.
- De conserver les équilibres financiers de la commune

Les orientations en dépenses de fonctionnement

Les dépenses liées au personnel municipal :

- Prise en compte du GVT ;
- Revalorisation de l'indice majoré ;
- Accompagnement du pouvoir d'achat et valorisation du travail des agents communaux ;
- Adaptation des services à l'augmentation de la population (enfance, vie sociale, etc.).

Les charges à caractère général :

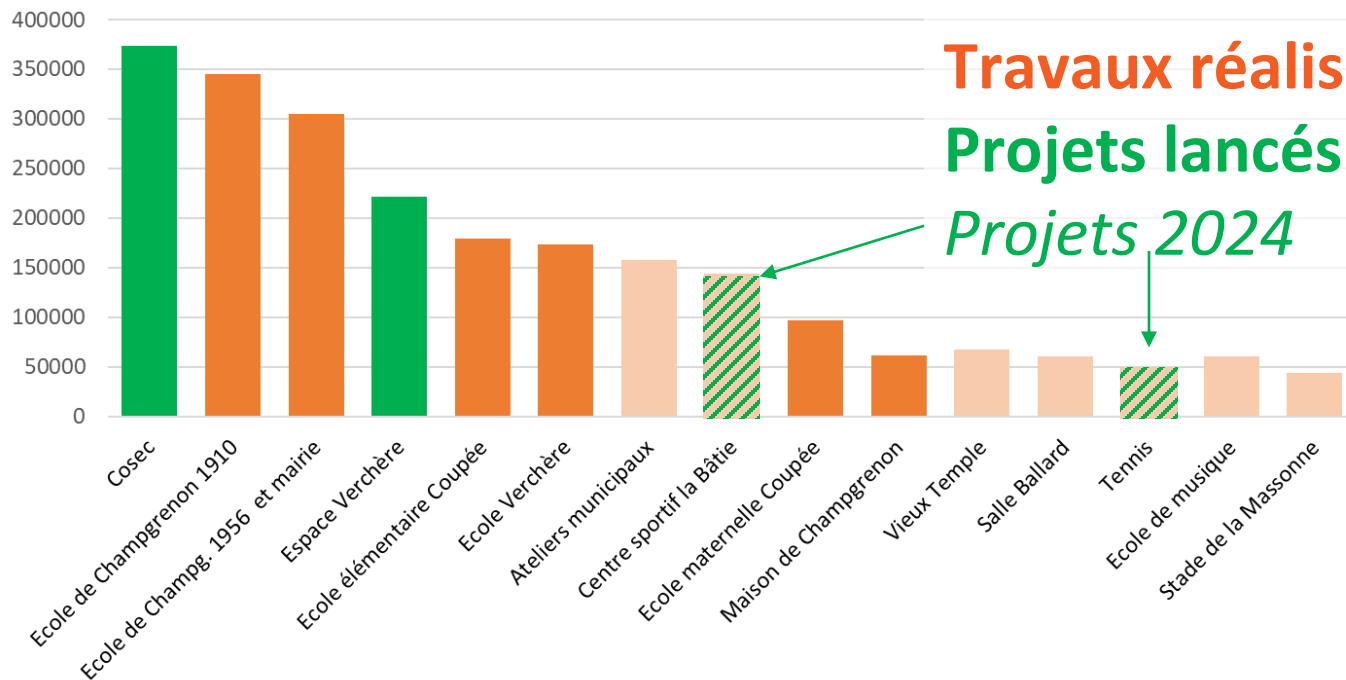
- Maîtrise des dépenses de fonctionnement afin de dégager des marges de manœuvre pour l'investissement ;
- Maintien du soutien aux acteurs locaux (associations).

Les orientations en recettes de fonctionnement

- Réajustements à +5% des tarifs publics au regard de l'inflation subie.
- Nouvelle politique tarifaire pour la location des salles municipales.
- Réajustement à +3,4% pour la RPA suivant l'indice de référence des loyers (IRL).
- Pas d'augmentation des taux de fiscalité.

Des investissements structurants

Consommations 2021 des principaux bâtiments en kWh



Des investissements structurants

- Répartition et projection pluriannuelle des dépenses d'investissement

INVESTISSEMENTS APCP	Étape	Durée	AP	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026
AP202001 Installation caméras vidéo protection	BP 2024	6	477 000,00 €	0,00 €	111 770,10 €	109 727,98 €	129 873,81 €	0,00 €	125 628,11 €	
AP202002 Vélos électriques et vélobus	BP 2024	5	44 000,00 €	0,00 €	16 958,80 €	0,00 €	0,00 €	27 041,20 €	0,00 €	
AP202101 Rénovation énergétique bâtiments	BP 2024	5	3 350 964 €	0,00 €	558 129,46 €	1 831 929,19 €	861 756,69 €	99 148,66 €	0,00 €	
AP202102 Rénovation éclairage public	BP 2024	5	2 000 000 €	0,00 €	27 532,94 €	1 806 267,90 €	156 228,12 €	9 971,04 €	0,00 €	
AP202201 Réfection de la rue Ambroise Paré (partie sud)	BP 2024	3	380 000 €			6 979,24 €	255 032,52 €	117 988,24 €		
AP202202 Rénovation du COSEC	BP 2024	4	3 510 000 €			0,00 €	84 207,42 €	1 800 000,00 €	1 625 792,58 €	
AP202203 Rénovation Espace de la Verchère	BP 2024	5	2 551 000 €			0,00 €	14 837,66 €	175 000,00 €	1 411 162,00 €	950 000,34 €
AP202204 Parking de la Verchère	BP 2024	5	2 215 000 €			0,00 €	641,39 €	25 000,00 €	1 689 358,00 €	500 000,61 €
Rue Des Petit champs	BP 2024	2	1 050 000 €					55 000,00 €	995 000,00 €	0,00 €

D'autres investissements

Pour offrir un meilleur accès aux services publics avec :

- Un regroupement des services à la population au sein de la maison Genetier ;
- L'ouverture potentielle d'une nouvelle classe à l'école Marie Curie ;
- Un développement des mobilités actives (Moby, marche en ville, Vélobus) ;
- La renaturation de la ville : création d'un ilot de fraîcheur à la nouvelle Coupée ;
- Une maîtrise du développement démographique avec le début de la révision du PLU dès l'approbation du SCoT.

Tout en poursuivant l'effort sur les recettes d'investissement :

- Recherche active de subventions ;
- Des subventions déposées mais non attribuées. Se réserver la possibilité de mobiliser une ligne d'emprunt supplémentaire.

MERCI

